



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

Colombie : des communautés en péril



À L'INTÉRIEUR

MANIFESTATIONS
CONTRE LA PAUVRETÉ ET
LA RÉPRESSION EN IRAN
P.2

L'ALÉNA ET LE MEXIQUE
P.3

NOUVELLES EN BREF



À l'automne 2017, le gouvernement colombien a conclu des accords de paix, mais le calme n'est pas revenu pour autant. Les forces paramilitaires à la solde des grands propriétaires terriens et de l'entreprise privée demeurent actives. On leur attribue plus de 125 morts depuis la signature des accords. Ces violences se poursuivent malgré le désarmement des FARC, un mouvement national de libération, et elles menacent la mise en place d'un véritable processus de paix qui s'attaquerait aux racines

socioéconomiques du conflit armé.

C'est pourquoi le SCFP et les trois autres syndicats canadiens du secteur public impliqués dans l'initiative Frontlines poursuivent leur implication auprès des travailleurs colombiens et des communautés autochtones et afro-colombiennes.

Depuis plus de quinze ans, Frontlines organise des échanges de solidarité entre les travailleurs par l'entremise de syndicats et d'organismes populaires colombiens. Ces efforts

visent à soutenir le processus de paix et à faire connaître les impacts négatifs des investissements canadiens et des politiques économiques néfastes comme la privatisation et l'Accord de libre-échange canado-colombien. La mission des délégations syndicales canadiennes consiste à favoriser la solidarité entre les travailleurs du secteur public du Canada et de la Colombie, à lutter contre la privatisation des services

Suite à la page 4

SCFP

Manifestations contre la pauvreté et la répression en Iran



Depuis la fin décembre, de vastes manifestations se déroulent dans une centaine de villes iraniennes. Elles regroupent les gens les plus touchés par la pauvreté galopante, le chômage, la hausse fulgurante du coût de la vie et la brutalité policière.

Parmi les manifestants arrêtés au cours de ces rassemblements, plus de

4000 ont moins de 25 ans. Vingt d'entre eux ont été tués par les forces de l'ordre lors des manifestations. Dix autres sont morts en détention dans des circonstances nébuleuses. Plusieurs militants étudiants ont été arrêtés et traduits en justice.

Malgré l'impressionnante richesse et les vastes ressources naturelles

(pétrole, gaz, charbon, cuivre) du pays, près de 70 pour cent des Iraniens vivent dans la pauvreté. Parallèlement, la classe supérieure et le nombre d'ultra-riches associés à l'ordre établi augmentent.

Pour les syndicalistes, la situation est grave. Les travailleurs sont privés de leur droit de se syndiquer.

Les militants syndicaux sont persécutés et incarcérés. Malgré tout, les syndicats n'hésitent pas à dénoncer la situation. Le Syndicat des travailleurs des autobus de la région de Téhéran et le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh ont en effet publié un communiqué conjoint en appui aux manifestations. Ils y affirment que la population en a assez de la pauvreté, de l'injustice et de la répression. Les autorités refusent de reconnaître le syndicat et les organismes de travailleurs indépendants qui défendent les droits des travailleurs et des professeurs. Ces derniers ont plutôt été réprimés violemment.

Les travailleurs et les personnes démunies en Iran doivent pouvoir compter sur la solidarité internationale. Les membres du SFCP peuvent faire leur part pour renforcer les mouvements iraniens de défense des travailleurs et de la justice sociale. Il faut aussi dénoncer l'ingérence de l'administration américaine et de ses alliés.

• Farid Partovi

Pour plus d'informations, visitez le site de **l'International Alliance in Support of Workers in Iran.**

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux membres et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SFCP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de Justice mondiale. Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro Printemps 2018 : Kelti Cameron, Farid Partovi, Catherine Louli et Philippe Gagnon. Conception graphique: Sarah Walker

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.

SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique

SEPB491



L'ALÉNA et le Mexique



En janvier dernier, les syndicats et les organismes populaires étaient à pied d'œuvre alors que Montréal accueillait la sixième ronde de négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). La renégociation de cet accord inquiète les syndicats, les agriculteurs, les peuples autochtones, les femmes, les écologistes et les organismes de défense des droits de la personne. Ces groupes se sont réunis à Montréal pour manifester et tenir des assemblées publiques. De nombreux groupes représentés à Montréal sont des critiques de la première heure. Ils travaillent ensemble depuis la création de l'ALÉNA au début des années 1990.

À Montréal, il y avait toutefois une nouvelle donnée à considérer. L'administration Trump se retirerait-elle des négociations ? Finalement

non. Les trois pays signataires demeurent à la table de négociations.

De leur côté, les groupes de la société civile ont réitéré leur appel au remplacement de l'ALÉNA par un accord qui améliorerait réellement le sort des citoyens et qui protégerait l'environnement dans les trois pays. Ils se sont aussi engagés à resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs, ce qui profitera particulièrement au mouvement syndical mexicain.

À Montréal, les chefs syndicaux du Mexique ont fait appel à la solidarité internationale à l'approche d'un débat au Sénat mexicain. Un projet de loi risque de geler les salaires et les conditions de travail qui sont déjà déplorables. S'il est adopté, ce projet de loi affaiblira

grandement les droits des travailleurs mexicains, en plus de limiter la libre négociation collective.

De tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c'est au Mexique que les gens travaillent le plus longtemps pour la paye la plus petite. Les Mexicains ont désespérément besoin d'un cadre législatif qui garantisse la liberté d'association et le droit à la négociation collective.

Hélas, ce projet de loi accomplira l'inverse. S'il va de l'avant, il aidera les employeurs et les syndicats dominés par le patronat à écarter les vrais syndicats des lieux de travail. Il éliminera les règles de transparence lors des élections syndicales. Il réduira aussi l'accès des travailleurs au contenu des conventions collectives.

Enfin, le projet de loi compliquera la tâche des syndicats indépendants qui tentent de remplacer les syndicats dominés par le patronat. Il favorise en effet la généralisation de la sous-traitance et prévoit une réduction des prestations versées aux accidentés du travail.

Les syndicats mexicains ont réagi à ce projet de loi en déposant une plainte pour violation de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail, le pendant ouvrier de l'ALÉNA. Au cours des prochaines semaines, le mouvement syndical mexicain exercera des pressions supplémentaires pour forcer le gouvernement mexicain à mettre en place des réformes bénéfiques pour les travailleurs. Le SCFP appuiera nos syndicats frères dans leurs efforts. ●

Suite de la page 1

publics et à soutenir le processus de paix.

En février 2018, Frontlines a envoyé une délégation syndicale canadienne en Colombie. Elle était composée de représentants du SCFP, du Syndicat des travailleuses et travailleurs des postes, de l'Alliance de la fonction publique du Canada et du

Congrès du travail du Canada. Cette délégation a rencontré des citoyens dont les communautés sont affectées par la privatisation de l'eau, par l'extraction des ressources par des entreprises canadiennes et par les accords de libre-échange qui menacent le gagne-pain des travail-

leurs, des agriculteurs, des Autochtones et des Afro-Colombiens.

La délégation en a appris davantage sur la privatisation, l'expropriation des terres et les déplacements des populations rurales qui ont cours en Colombie. La délégation a aussi constaté que tous les moyens sont utilisés (la loi,

le système judiciaire et la violence paramilitaire) pour faire taire et criminaliser les citoyens et les syndicats qui luttent contre ces phénomènes.

Le SCFP et ses partenaires syndicaux canadiens continueront à dénoncer la situation qui prévaut en Colombie. ●



NOUVELLES EN BREF

1. Honduras Au Honduras, dans la foulée des élections du 26 novembre dernier, des dizaines de milliers de citoyens sont descendus dans la rue pour dénoncer la fraude électorale et réclamer la démission immédiate du président Juan Orlando Hernández. Des supporters du CODEMUH, une organisation partenaire du SCFP, étaient du nombre. L'Organisation des États américains a conclu qu'il y a eu fraude et réclamé de nouvelles élections. Le Canada a pour sa part reconnu la légitimité d'Hernandez avant son entrée en fonction.

Le 22 janvier, 88 universitaires canadiens ont adressé une lettre conjointe au gouvernement Trudeau. On y lit que « le Canada ne doit pas légitimer la réélection frauduleuse et répressive de Juan Orlando Hernández en assistant à sa cérémonie d'investiture. De plus, il doit cesser toute aide à son régime discrédité. »

2. Philippines En février, le gouvernement du Canada a donné le feu vert à la vente de 16 hélicoptères à l'armée des Philippines. Dans la foulée, le SCFP et plusieurs organisations de la société civile canadienne travaillant de concert avec les syndicats philippins et des organisations de défense des droits de la personne ont fait part de leurs craintes au gouvernement Trudeau. Étant donné les graves violations des droits de la personne aux Philippines documentées par les organisations internationales de défense des droits de la personne, le SCFP et ses alliés ont indiqué aux autorités canadiennes que la possibilité que l'armée philippine utilise ces hélicoptères pour effectuer des bombardements et ainsi mettre en danger la population civile est bien réelle. Les syndicats et les organisations de la société civile ont multiplié les efforts pour faire dérailler le contrat des hélicoptères. En partie grâce aux pressions qu'ils ont exercées, le contrat a été annulé. Il faut toutefois demeurer vigilant afin de s'assurer que l'équipement militaire vendu par le Canada ne serve pas à bafouer les droits de la personne.

3. Forum Social Mondial Le Forum social mondial se déroulera du 13 au 17 mars à Salvador de Bahia au Brésil. Sous le thème *Résister c'est créer, résister c'est transformer*, le Forum proposera des alternatives pour un monde meilleur. Ce rassemblement mondial a lieu alors qu'un coup d'État déguisé de la part de la droite vient de se produire au Brésil et que le pays vit une période de tourmente politique. La Cour d'appel fédérale, dont la légitimité est contestée, a en effet décidé de maintenir la condamnation pour corruption de l'ex-président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva. Le président du SCFP-Québec, Denis Bolduc, sera de la délégation de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) qui participera au forum.

